



© Michel Le Moine

Jean-Louis Laville
professeur du CNAM, titulaire de la
Chaire « Économie solidaire »

Quelle place des associations pour répondre aux défis de demain ?

Auteur de *Réinventer l'association*, un ouvrage à paraître en octobre, Jean-Louis Laville, professeur du CNAM, titulaire de la Chaire « Économie solidaire », souligne la place des associations pour relever les défis démocratiques et écologiques de demain, à condition de revisiter l'histoire...

Union Sociale : Notre époque est traversée par un certain nombre de tensions sociales, écologiques, mais aussi démocratiques, qui ressemblent à des impasses. Comment en est-on arrivé là ?

Jean-Louis Laville : Après la Seconde Guerre mondiale, a été mis en place un compromis international qui voulait éviter les dérèglements des années 1930 ayant conduit à la guerre et aux dictatures. Il fallait rééquilibrer les relations entre l'économie et le

social. On a donc donné plus d'importance à l'intervention publique pour qu'elle puisse corriger les effets, parfois déstabilisateurs, de l'économie de marché. Cela a été la période d'or de la social-démocratie, avec d'un côté, une économie de marché qui produisait des richesses et de l'autre, un système de prélèvements qui permettait d'augmenter la protection sociale. Ce consensus a été acté par un certain nombre de textes internationaux, notamment la déclaration de Philadelphie, qui affirmait que le dévelop-

pement économique ne vaut que s'il est au service du développement social. Durant trente ans, les Trente glorieuses, ce dispositif a fonctionné, alimenté par une forte croissance.

Union Sociale : Pourtant cet équilibre a été rompu...

Jean-Louis Laville : Oui, dans les années 1960, de nouveaux mouvements sociaux, comme le féminisme et l'écologie ont émergé. Ces derniers ont mis en exergue un certain nombre

de problèmes qui étaient cachés par la synergie entre l'économie de marché et l'État social. Le féminisme a montré comment ce compromis pouvait cacher des inégalités et des différences de genre. Le mouvement écologiste a mis aussi en lumière que la question de la protection de la planète n'avait pas du tout été pensée dans cette articulation entre l'économie et le social. Cette volonté de démocratisation supplémentaire de la société a été contrecarrée par une volonté d'imposer un ordre basé sur la concurrence, incarnée par le consensus de Washington de 1989, un nouvel accord sur le plan international. Celui-ci ne considérait plus que le développement économique devait se situer au service du développement social, mais que le social était un obstacle au retour de la croissance économique qui, de plus, s'était fortement affaiblie à partir des années 1990. C'est à cette période que l'entreprise est devenue le modèle d'action collective, avec les conséquences que l'on connaît sur le plan du management public.

Union Sociale : Comment ce compromis issu de la Seconde Guerre mondiale a-t-il pu vaciller aussi facilement ?

Jean-Louis Laville : L'une des faiblesses constitutives de la démocratie sociale, c'est que le monopole de la dynamique économique y est laissé au marché. Finalement, cette forme de démocratie ne peut fonctionner que s'il y a une croissance forte, avec un taux d'emplois élevé. Or, durant cette période, tous les métiers de l'accompagnement, que ce soit en santé, aux personnes ou dans le domaine de l'éducation, sont devenus de plus en plus importants, au détriment de l'industrie. Ces métiers de la relation ne permettent pas des gains de productivité importants et entraînent mécaniquement un ralentissement tendanciel de la croissance. Nous sommes donc entrés dans une phase de croissance faible et l'on a redonné la primauté à une économie pensée

comme concurrentielle, au détriment du social. Mais tout ceci a généré des problèmes d'inégalités croissantes et d'« insoutenabilité » dans la gestion des ressources. D'où la nécessité de trouver des alternatives en allant vers plus de démocratisation, pour éviter que les gens se tournent à nouveau vers des régimes autoritaires qui promettent la sécurité.

Union Sociale : Pour tenter de trouver ces alternatives, vous proposez de revisiter l'histoire. Quelles sont les plus-values d'un tel exercice ?

Jean-Louis Laville : C'est un point clé de la réflexion. Les acteurs associatifs se sont noyés dans la tendance du XX^e siècle qui limitait les débats économiques à un choix binaire entre le marché et l'État. Ils ont donc essayé hier de ressembler à l'administration ou d'imiter, comme aujourd'hui, l'entreprise privée, en perdant peu à peu leur identité. C'est le retour sur une autre histoire, bien souvent occultée, qui permettra aux acteurs associatifs de retrouver une vision de leur place dans la construction des démocraties modernes. Tout ceci suppose de reprendre les clichés de l'histoire officielle, de les revisiter et de retrouver la vérité de l'association au moment où elle a émergé, c'est-à-dire dans la première partie du XIX^e siècle, au travers notamment d'un sérieux travail d'historien. Il s'agit donc, au travers de cet exercice, de redonner de la



© Michel Le Moine

« C'est le retour sur une autre histoire, bien souvent occultée, qui permettra aux acteurs associatifs de retrouver une vision de leur place dans la construction des démocraties modernes. »

fierté et de la légitimité aux associations, de se réapproprier cette histoire souterraine pour reprendre l'expression de Michèle Riot-Sarcey.

Union Sociale : En quoi l'associationnisme, né au XIX^e, peut-il contribuer à sortir des impasses de notre temps ?

Jean-Louis Laville : Il faut bien prendre conscience à quel point la période durant laquelle les associations sont nées résonne avec notre période actuelle. Un des premiers penseurs de la solidarité, Pierre Leroux, quand il évoquait les associations, parlait du pouvoir d'agir. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui ce terme est réutilisé. Finalement, durant le XX^e siècle, avec la prépondérance des grandes entreprises ou de l'État, le citoyen a été réduit à une participation épisodique par l'élection dans une démocratie uniquement représentative, mais aujourd'hui, on observe une nouvelle dynamique, autour du pouvoir d'agir, dans laquelle les gens se rendent compte qu'avec une prise de conscience

Qui est-il ?

Jean-Louis Laville, est professeur du Cnam, où il est titulaire de la Chaire « Économie Solidaire » et enseigne dans le cadre du Master Sciences du travail et de la société « Ressources humaines et sociologie », et chercheur à l'IFRIS, où il coordonne l'axe « Innovation sociale » du LabEx SITES (Laboratoire d'Excellence Sciences, innovation et techniques en société) consacré à l'innovation. Également coordinateur européen du Karl Polanyi Institute of Political Economy, il est membre fondateur et secrétaire général du réseau européen EMES.

▷ citoyenne et collective, l'on peut arriver à générer des solutions. Il ne s'agit pas d'une alternative centralisée, mais d'alternatives construites au quotidien, une forme de biodiversité d'actions qui vont déboucher sur des solutions, que ni le marché, ni l'État, ne pourront apporter seuls. À cet égard, c'est une révolution invisible à laquelle nous assistons, non seulement en France, mais aussi sur le plan mondial.

Union sociale : Quelles sont les conséquences de cette dynamique sur le monde associatif institué ?

Jean-Louis Laville : Il est vrai qu'aujourd'hui, un certain nombre de demandes de participation ne passent pas par le monde associatif. En effet, certains concitoyens considèrent les associations, en particulier les plus importantes, comme faisant partie de l'univers bureaucratique. Il convient donc pour les associations de réaliser un travail en interne, notamment sur le terrain de la gouvernance, pour éviter les oppositions entre les petites entités qui seraient considérées par les gestionnaires comme sympathiques mais un peu utopiques et de l'autre côté, les grosses associations qui seraient perçues comme proches des grands appareils. L'idée serait plutôt d'arriver à marier ces deux dynamiques en misant

Revisiter l'histoire pour retrouver le sens de l'action associative...

Parfois ringardisées, accusées de faire partie du Vieux Monde, les associations peinent aujourd'hui à faire valoir leur identité, tiraillées entre la tentation managériale inspirée des entreprises et les dérives bureaucratiques d'obédience étatique. Pourtant, à l'origine, avec l'émergence de l'associationnisme du XIX^e, celles-ci ont été capables de proposer un autre modèle de société et d'apporter leurs plus-values démocratiques. Une époque qu'il conviendrait aujourd'hui de revisiter pour répondre aux défis actuels, tant sur le plan social, démocratique qu'écologique. Voilà en substance le propos du dernier ouvrage de Jean-Louis Laville à paraître le 9 octobre prochain. En se plongeant avec détail dans les arcanes d'une histoire bien souvent cachée, il invite tous les acteurs associatifs à redevenir fiers de leur combat et sûrs de leur légitimité démocratique dans un monde avant tout dominé par une vision libérale de l'économie. Partout dans le monde, souligne le chercheur, des initiatives citoyennes et associatives fleurissent pour répondre aux défis de notre temps qui apparaissent pour beaucoup comme des impasses, mais tous ces projets collectifs demeurent malheureusement dans l'ombre. Le dernier livre de Jean-Louis Laville contribue à remettre ces dynamiques en lumière, au regard d'une histoire aussi riche que méconnue. Bref, un ouvrage à mettre entre les mains de tous les acteurs qui souhaitent retrouver le sens et la richesse de l'action associative.

Pour plus d'informations :

Réinventer l'association, Jean-Louis Laville, Éditions Desclée de Brouwer, 141 pages, octobre 2019.

sur les territoires. Cette démarche est difficile pour les grosses structures qui ont souvent adopté un modèle hiérarchique en s'appuyant le plus souvent sur un siège à Paris. Aujourd'hui, il y a sans doute d'autres formes de regroupement et de fédération à penser, une autre façon de structurer le secteur associatif. Prenons par exemple le champ des services aux personnes. Soit on assiste à une banalisation de ces services et un certain nombre de contraintes et de normes y contribuent, soit on donne la possibilité aux bénéficiaires de ces services de participer et au travers de leur contribution, d'enrichir l'action. C'est en poursuivant cette démarche que le monde associatif marquera une différence avec le monde marchand. Si ce n'est pas le cas, les différences entre les secteurs lucratif et non lucratif ne vont

pas cesser de s'estomper. Nous avons donc une actualité très riche des associations, mais celle-ci ne pourra être perçue par la société tout entière que si nous revisitons l'histoire, en permettant au monde associatif de penser sa propre organisation et ses propres pratiques. C'est le prix d'un vrai renouveau. Il convient également de ne jamais perdre de vue qu'il n'existe sans doute pas de salut associatif dans la standardisation et que la sociodiversité des actions est au moins aussi importante que la biodiversité, pour que notre monde reste soutenable. ●

Propos recueillis
par Antoine Janbon

« Aujourd'hui, on observe une nouvelle dynamique autour du pouvoir d'agir dans laquelle les gens se rendent compte

qu'avec une prise de conscience citoyenne et collective, l'on peut arriver à générer des solutions. »



© Michel Le Moine